

La révolution au Moyen-Orient et « l'axe de résistance »

Toutes les versions de cet article : [[English](#)] [français]

dimanche 2 mars 2025, par [DAHER Joseph](#)

Joseph Daher examine l'impérialisme régional et multipolaire, les limites de la résistance iranienne et la voie internationale vers la libération palestinienne.

L'accord de cessez-le-feu entre le Hamas et Israël, qui avait mené une guerre génocidaire contre les Palestiniens à Gaza pendant plus d'un an, soulève des questions stratégiques pour la lutte de libération palestinienne et ceux qui la soutiennent. Jusqu'à présent, la stratégie dominante a été de cultiver une alliance avec ce qu'on appelle « l'Axe de Résistance » de l'Iran pour soutenir des attaques militaires contre Israël, mais ce réseau a subi des revers dévastateurs face à la puissance combinée d'Israël et des États-Unis.

Les assassinats répétés de dirigeants iraniens par Israël et les attaques directes contre l'Iran lui-même ont exposé les faiblesses et les défis auxquels l'Iran est confronté dans la région. La guerre brutale de Tel-Aviv contre le Liban a considérablement endommagé le Hezbollah, joyau de la couronne de l'Axe iranien, et puni collectivement le peuple libanais, en particulier la base du Hezbollah dans la population chiite du pays. La chute de l'autre allié régional proche de l'Iran, Bachar al-Assad, a davantage affaibli l'Axe. Seuls les Houthis au Yémen ont survécu à l'assaut relativement intacts.

Bien sûr, Israël n'a pas atteint ses principaux objectifs à Gaza, à savoir détruire le Hamas et procéder au nettoyage ethnique de la population, et il a été discrédité et délégitimé mondialement comme un État génocidaire, colonial et d'apartheid. Néanmoins, la stratégie de résistance militaire à Israël basée sur le soutien de l'Axe a montré ses limites, voire son incapacité à obtenir la libération. Alors, qu'avons-nous appris sur l'Axe ? Quel est son avenir ? Que pensent les masses de la région de l'Axe ? Quelle est l'alternative à la stratégie militaire contre Israël ? Comment la gauche internationale devrait-elle se positionner dans ces débats stratégiques ?

Origines et développement du soi-disant « Axe de Résistance » iranien

Dans les années 2000, le régime iranien a étendu son influence au Moyen-Orient, principalement par l'intermédiaire du Corps des Gardiens de la Révolution Islamique (CGRI). Il a profité de la défaite subie par les États-Unis et leurs alliés dans leur soi-disant guerre contre le terrorisme au Moyen-Orient et en Asie centrale. L'ambition de George Bush de changement de régime régional a été bloquée par la résistance à l'occupation américaine de l'Irak et de l'Afghanistan. L'Iran s'est assuré des alliés avec les divers partis et milices fondamentalistes islamiques chiites d'Irak et leurs représentants dans les institutions étatiques, devenant la puissance régionale la plus influente dans le pays.

L'Iran a également accru son influence au Liban, principalement par son alliance avec le Hezbollah, qui a gagné en popularité après sa résistance contre la guerre israélienne au Liban en 2006. Depuis le milieu des années 1980, Téhéran a soutenu le Hezbollah, lui fournissant financement et armes. Dans les années 2010, le régime iranien a également renforcé ses relations avec d'autres organisations de la région, notamment le mouvement Houthis au Yémen, surtout après la guerre de l'Arabie saoudite contre ce pays en 2015. Depuis lors, l'Iran a fourni un soutien militaire aux Houthis. En outre, Téhéran a conclu une alliance étroite avec le Hamas dans les territoires palestiniens occupés.

L'alliance régionale de l'Iran a atteint son apogée à la fin des années 2010 avec le Hezbollah dominant la scène politique au Liban, les milices irakiennes affirmant leur pouvoir, les propres forces de l'Iran combinées à celles du Hezbollah soutenant la contre-révolution d'Assad en Syrie, et les Houthis obtenant une trêve avec l'Arabie saoudite. Le CGRI a été le principal agent de consolidation de l'Axe. Il est dans une certaine mesure un État dans l'État en Iran, combinant force militaire, influence politique et contrôle sur un secteur majeur de l'économie nationale. Il a mené des interventions armées en Irak, en Syrie et au Liban.

Poursuivre le pouvoir régional, non la libération

L'Iran a tenté d'établir un équilibre régional des forces contre Israël et les États-Unis tout en poursuivant ses propres objectifs militaires et économiques dans la région. Le régime considère tout défi à son influence en Irak, au Liban, au Yémen et dans la bande de Gaza, qu'il vienne d'en bas par des forces populaires ou d'Israël, d'autres puissances régionales et des États-Unis, comme une menace pour ses intérêts. Sa politique est entièrement motivée par ses intérêts étatiques et capitalistes, et non par un quelconque projet libérateur.

L'Iran et ses alliés de l'Axe s'opposent non seulement aux autres puissances antagonistes, mais aussi aux luttes populaires pour la démocratie et l'égalité.

Le régime iranien refuse à ses travailleurs les droits fondamentaux de s'organiser, de négocier collectivement et de faire grève. Il réprime toute manifestation, arrêtant et emprisonnant les dissidents, dont des dizaines de milliers croupissent comme prisonniers politiques dans les prisons du pays. Le régime impose l'oppression nationale aux Kurdes ainsi qu'aux peuples du Sistan et du Baloutchistan, provoquant régulièrement des résistances, plus récemment en 2019. Il soumet également les femmes à une oppression systématique, créant des conditions si intolérables qu'elles ont déclenché le mouvement de masse « Femme, Vie, Liberté » en 2022.

Téhéran s'oppose également aux manifestations populaires contre ses alliés de l'Axe. Il a condamné les manifestations de masse au Liban et en Irak en 2019, affirmant que les États-Unis et leurs alliés étaient derrière elles pour répandre « l'insécurité et les troubles ». En Syrie, l'Iran a fourni ses forces, des combattants d'Afghanistan et du Pakistan, et les militants du Hezbollah comme troupes terrestres tandis que la Russie mobilisait ses forces aériennes pour soutenir la contre-révolution brutale d'Assad contre le soulèvement démocratique de 2011.

Les alliés de l'Iran dans l'Axe ont également réprimé les mouvements populaires. Au Liban, le Hezbollah a collaboré avec le reste des partis au pouvoir du pays, malgré leurs désaccords, pour s'opposer aux mouvements sociaux qui ont défié leur ordre sectaire et néolibéral. Par exemple, ils se sont unis contre l'Intifada libanaise d'octobre 2019. Le chef du Hezbollah,

Hassan Nasrallah, a prétendu que le soulèvement était financé par des puissances étrangères et a envoyé des membres du parti attaquer les manifestants.

En Irak, des milices et des partis alliés à l'Iran, comme les Unités de Mobilisation Populaire, ont réprimé les luttes populaires. Ils ont lancé une violente campagne d'assassinat et de répression des manifestants civils, des organisateurs et des journalistes, tuant plusieurs centaines et blessant plusieurs milliers de personnes. Le Hezbollah et les milices irakiennes ont justifié leur répression des manifestations en 2019 en affirmant qu'elles étaient les instruments d'autres puissances étrangères. En réalité, il s'agissait d'expressions de peuples lésés luttant pour des revendications légitimes de réforme de leurs pays, et non de l'exécution d'un quelconque agenda caché d'un autre État. C'est pourquoi les militants ont scandé des slogans comme « Ni l'Arabie saoudite, ni l'Iran » et « Ni les États-Unis, ni l'Iran ».

À vrai dire, l'Iran n'est pas un opposant constant ou cohérent à l'impérialisme américain. Par exemple, l'Iran a collaboré avec l'impérialisme américain lors de ses invasions et occupations de l'Afghanistan et de l'Irak. L'Iran n'est pas non plus un allié fiable de la libération palestinienne. Par exemple, lorsque le Hamas a refusé de soutenir le régime d'Assad et sa répression brutale du soulèvement syrien en 2011, l'Iran a coupé son aide financière au mouvement palestinien.

Cela a changé après qu'Ismaël Haniya a remplacé Khaled Meshaal comme chef du Hamas en 2017, restaurant des relations plus étroites entre le mouvement palestinien, le Hezbollah et l'Iran. Mais les divisions entre l'Iran et les Palestiniens demeurent, notamment sur la question de la Syrie. De larges sections de Palestiniens dans les territoires occupés et ailleurs ont célébré la chute de l'allié de l'Iran, Assad, qui était largement considéré comme un tyran meurtrier et un ennemi des Palestiniens et de leur cause.

De plus, l'alliance du Hamas avec l'Iran a été critiquée par des segments de Palestiniens à Gaza, même par ceux proches de la base du Hamas. Par exemple, un groupe de Palestiniens a déchiré un panneau d'affichage à Gaza City en décembre 2020 avec un portrait géant du défunt général Qassem Soleimani, qui avait commandé la Force Qods de l'Iran, quelques jours avant le premier anniversaire de sa mort. La frappe aérienne de Washington qui a tué Soleimani à Bagdad en 2020 a été condamnée par le Hamas, et Haniyeh s'est même rendu à Téhéran pour assister à ses funérailles.

Ces groupes de Palestiniens ont dénoncé Soleimani comme un criminel. Plusieurs autres signes et bannières avec le portrait de Soleimani ont également été vandalisés. Dans une seule vidéo, un individu a qualifié le leader iranien de « tueur de Syriens et d'Irakiens ».

Tout cela démontre que l'Iran et ses alliés ont joué un rôle contre-révolutionnaire dans divers pays de la région, s'opposant aux manifestations populaires pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité. Ils n'ont jamais été un Axe de Résistance, mais une alliance engagée dans l'auto-préservation de ses membres et l'affirmation du pouvoir régional.

« L'Axe de la Retenue »

Cette réalité a été confirmée par la réponse de l'Iran à l'attaque du Hamas du 7 octobre et à la guerre génocidaire d'Israël à Gaza. Bien que le régime iranien ait affirmé son soutien au Hamas et aux Palestiniens, il a constamment cherché à éviter toute guerre généralisée avec Israël et les États-Unis par souci de sa survie au pouvoir. Pour cette raison, l'Iran a modéré ses

réponses aux frappes répétées d'Israël contre des cibles iraniennes et du Hezbollah en Syrie et à ses assassinats de hauts responsables iraniens, y compris en Iran même.

Téhéran a initialement tenté de faire pression sur les États-Unis en ordonnant à des milices pro-iraniennes en Irak et en Syrie d'attaquer des bases américaines en Syrie, en Irak et, dans une moindre mesure, en Jordanie. Cependant, après les frappes aériennes américaines en février 2024, l'Iran a réduit ces attaques au minimum. Seuls les Houthis au Yémen ont continué à cibler des navires commerciaux dans la mer Rouge et à lancer quelques missiles contre Israël.

L'Iran a mené des opérations militaires directement contre Israël pour la première fois depuis l'établissement de la République islamique d'Iran en 1979, mais toujours de manière calculée pour éviter toute confrontation généralisée. Chaque échange entre les deux puissances le prouve. En avril 2024, l'Iran a lancé l'opération True Promise en réponse à la frappe de missiles israélienne sur l'ambassade iranienne à Damas le 1^{er} avril, qui a tué seize personnes, dont sept membres du CGRI et le commandant de la Force Qods au Levant, Mohammad Reza Zahedi.

Avant que l'Iran ne riposte, il a donné à ses alliés et voisins un préavis de 72 heures pour qu'ils aient le temps de protéger leur espace aérien. Compte tenu de cet avertissement, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont aidé à neutraliser l'attaque en partageant des informations avec Israël et les États-Unis. Les gouvernements saoudien et irakien ont également autorisé les avions ravitailleurs de l'armée de l'air américaine à rester dans leur espace aérien pour soutenir les patrouilles américaines et alliées pendant l'opération.

Ce n'est qu'après tout cela que l'Iran a lancé trois cents drones et missiles sur Israël, mais cette attaque était largement symbolique et calculée pour éviter de causer des dommages réels. Les drones ont mis des heures à atteindre leur destination et ont été facilement identifiés et abattus. L'Iran n'a notamment pas appelé ses alliés comme le Hezbollah à se joindre à son attaque. Après l'opération, le Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran a déclaré qu'aucune autre action militaire n'était prévue et qu'il considérait « l'affaire close ».

En d'autres termes, l'Iran a effectué la frappe principalement pour sauver la face et dissuader Israël de poursuivre son attaque contre le consulat iranien à Damas. Ce faisant, le régime iranien a clairement indiqué qu'il voulait éviter une guerre régionale avec Israël et surtout toute confrontation directe avec les États-Unis. L'Iran a agi principalement pour se protéger et protéger son réseau d'alliés dans la région.

Téhéran a ensuite lancé une seconde attaque de près de 200 missiles sur Israël le 1^{er} octobre pour « venger » les assassinats de Hassan Nasrallah au Liban et du chef du Hamas Ismaïl Haniyeh à Téhéran. Bien que ce fût certainement une escalade de la part de l'Iran, elle était entièrement conçue pour éviter la perte de sa crédibilité auprès de ses alliés et partisans libanais du Hezbollah. Là encore, l'attaque était limitée et réalisée de manière à minimiser la confrontation avec Israël et les États-Unis.

Elle était si peu convaincante comme moyen de dissuasion que le 26 octobre, Israël a lancé trois nouvelles vagues de frappes contre les systèmes de défense aérienne de l'Iran, autour des sites énergétiques et des installations de fabrication de missiles. Tel-Aviv avait également voulu bombarder des sites nucléaires et pétroliers iraniens mais a été retenu par les États-Unis. Plusieurs pays arabes, avec lesquels Israël entretient des relations directes ou indirectes, ont

également refusé de laisser les bombardiers et missiles israéliens survoler leur territoire. Néanmoins, les attaques ont révélé la vulnérabilité de l'Iran.

Ses alliés régionaux ont été similairement exposés, tant dans leur faiblesse que dans leur retenue en réponse à la guerre génocidaire d'Israël. Bien que le Hezbollah ait lancé des frappes dans le nord d'Israël, celles-ci étaient également limitées et largement symboliques. Et Israël a appelé son bluff. Il a répondu par une brutale attaque terroriste d'État en faisant exploser des bipeurs piégés transportés par les cadres du Hezbollah, tuant un nombre incalculable de civils dans le processus. Il a également lancé une guerre brutale dans le sud du Liban, décimant le Hezbollah en tant que force militaire et punissant collectivement ses partisans dans la population chiite. En conséquence, le Hezbollah a été considérablement affaibli.

En plus de cela, l'Iran a perdu son autre allié clé, le régime d'Assad en Syrie, lorsque des forces ont renversé son régime presque sans combat. Assad n'a jamais été un allié de la lutte de libération palestinienne. Son régime avait maintenu la paix à ses frontières avec Israël et, dans sa guerre contre-révolutionnaire en Syrie, il a attaqué des Palestiniens dans le camp de réfugiés de Yarmouk et ailleurs. C'est pourquoi de larges sections des Palestiniens ont célébré la chute du régime syrien.

Avec la chute d'Assad, cependant, l'Iran a perdu sa base syrienne pour la coordination logistique, la production d'armes et les expéditions d'armes dans toute la région, en particulier vers le Hezbollah. Tout cela a considérablement affaibli Téhéran, tant à l'intérieur qu'à l'échelle régionale. C'est pourquoi l'Iran a intérêt à déstabiliser la Syrie après la chute du régime en fomentant des tensions sectaires à travers ses réseaux restants dans le pays. Il ne veut pas d'une Syrie stable, surtout une avec laquelle ses rivaux régionaux peuvent conclure une alliance.

Le seul des alliés de l'Iran qui reste relativement intact est les Houthis au Yémen. Avant le cessez-le-feu, Israël a bombardé à plusieurs reprises les forces Houthis dans une tentative de les affaiblir ainsi que l'Axe de l'Iran. En décembre 2024, Tel-Aviv a intensifié sa campagne de frappes sur les ports de Hodeida, al-Salif et Ras Isa contrôlés par les Houthis afin de saper leur base économique, qui provient des taxes portuaires, des droits de douane et des expéditions de pétrole, de réduire leurs capacités militaires et de bloquer les expéditions d'armes iraniennes.

Israël voulait également interrompre les attaques des Houthis contre les navires marchands en soutien au Hamas et aux Palestiniens. Celles-ci avaient perturbé la navigation dans le passage de Bab el-Mandeb entre la mer Rouge et le golfe d'Aden, un passage par lequel jusqu'à 15 pour cent du commerce maritime mondial passe.

En conséquence directe, l'Égypte a perdu des revenus considérables lorsque le transport maritime international a été détourné du canal de Suez vers d'autres routes. Le port méridional israélien d'Eilat a également été paralysé. En réponse à cette menace pour le capitalisme mondial, les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël ont lancé des frappes de missiles et des campagnes de bombardement contre des cibles houthies.

Bien que l'Iran ait promis de riposter contre Israël, il a finalement peu fait, voulant à nouveau éviter toute guerre directe avec Israël et les États-Unis. Tout cela démontre que le principal

objectif géopolitique de l'Iran n'est pas de libérer les Palestiniens, mais de les utiliser comme levier, en particulier dans ses relations avec les États-Unis.

De même, la passivité de l'Iran en réponse à la guerre d'Israël contre le Liban et à son assassinat des principaux dirigeants politiques et militaires du Hezbollah a davantage démontré que sa première priorité est de protéger ses propres intérêts géopolitiques et la survie de son régime. Cela inclut l'établissement d'un modus vivendi avec les États-Unis eux-mêmes. En effet, l'objectif principal du président Massoud Pezeshkian et du Guide suprême Ali Khamenei est de conclure une sorte d'accord avec Washington, de lui faire lever les sanctions paralysantes sur son économie et de normaliser les relations avec les États-Unis.

L'Iran, la Russie et la poursuite de la multipolarité

Dans le même temps, la position affaiblie de l'Iran l'a poussé plus profondément dans les bras de la Russie dans une tentative de sauvegarder son régime. Il a récemment signé un « Accord de Partenariat Stratégique Global » de 20 ans avec Moscou, promettant une coopération sur le commerce, les projets militaires, la science, l'éducation, la culture et plus encore. L'accord comprend une clause promettant qu'aucun des deux pays ne permettrait que son territoire soit utilisé pour une action qui menacerait la sécurité de l'autre, ni ne fournirait d'aide à une partie attaquant l'un ou l'autre pays.

L'accord implique une coopération contre l'Ukraine, des efforts pour échapper aux sanctions occidentales et une collaboration sur le Corridor de Transport Nord-Sud, l'initiative de Moscou pour faciliter le commerce entre la Russie et l'Asie. Même avant cet accord, l'Iran vendait déjà des drones à la Russie pour attaquer l'Ukraine tandis que la Russie vendait à l'Iran des avions de chasse SU-35 avancés.

La chute d'Assad et le retour de Trump à la présidence américaine ont certainement accéléré la finalisation de l'accord de partenariat. Mais c'était surtout le résultat des défis croissants auxquels les deux pays ont été confrontés ces dernières années. Comme noté, Téhéran a subi un revers énorme au Moyen-Orient, tandis que l'échec de Moscou à remporter une victoire définitive dans sa guerre impérialiste contre l'Ukraine a miné sa position géopolitique. Et les deux États subissent les conséquences de sanctions occidentales sans précédent.

Chaque pays est désespéré de trouver une issue à sa situation difficile. Leur accord fait partie de cet effort. Il promet « de contribuer à un processus objectif de formation d'un nouvel ordre mondial multipolaire juste et durable ». Ce langage de « multipolarité » est une pierre angulaire de la stratégie géopolitique russe, chinoise et iranienne. Il est utilisé pour justifier leur propre économie capitaliste, leurs politiques impérialistes ou sous-impérialistes, et leurs programmes sociaux réactionnaires.

Malheureusement, certaines figures et mouvements de gauche ont adopté leur rhétorique, promouvant une vision d'un système multipolaire en opposition à ce qu'ils considèrent comme un monde unipolaire dominé par les États-Unis. En réalité, l'émergence de plus grandes puissances et de puissances régionales et d'un monde multipolaire d'États capitalistes n'est pas une alternative à l'unipolarité, mais une nouvelle et franchement plus dangereuse étape de l'impérialisme mondial. Alors que la domination sans rivale de Washington était horrible, le conflit inter-impérial croissant entre les États-Unis, la Chine, la Russie et des puissances régionales comme l'Iran risque une guerre mondiale. Rappelons-nous que le dernier ordre mondial multipolaire a déclenché la Première Guerre mondiale et la Seconde

Guerre mondiale alors que des États impérialistes rivaux se battaient pour l'hégémonie sur le capitalisme mondial.

En outre, les grandes puissances comme la Chine et la Russie qui préconisent la multipolarité n'offrent aucune alternative pour le Sud global ni pour la classe ouvrière et les peuples opprimés à travers le monde. Ce sont des États capitalistes dont les politiques économiques renforcent les anciens modèles de sous-développement ; ils désindustrialisent les pays en développement, les piègent dans l'extraction et l'exportation de matières premières vers la Chine, puis dans la consommation de produits finis importés principalement de Chine. Si les classes dirigeantes de ces pays en développement peuvent bénéficier de cet arrangement, la classe ouvrière et les opprimés souffrent du chômage, de la précarité et de la dévastation environnementale.

Plus généralement, la Chine, la Russie et le reste de la soi-disant alliance des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud et autres) ne remettent en aucun cas en question l'hégémonie du Nord global sur des institutions comme le FMI et la Banque mondiale, ni leur cadre néolibéral. En fait, les États des BRICS cherchent en réalité ce qu'ils considèrent comme leur place légitime à la table capitaliste mondiale.

L'expansion des BRICS prouve qu'ils ne sont pas une alternative. En janvier 2024, ses nouveaux membres invités à rejoindre comprennent l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Personne dans son bon sens ne peut prétendre, par exemple, que l'État argentin, dirigé par l'adepte dérangé d'Ayn Rand et de Donald Trump, Javier Milei, offre une solution au Sud global, à ses travailleurs et aux opprimés. En réalité, les États des BRICS ne remettent pas en question le système capitaliste mondial mais se disputent leur part du gâteau à l'intérieur de celui-ci.

Par conséquent, c'est une erreur désastreuse pour toute section de la gauche de se ranger du côté d'un camp d'États impérialistes et capitalistes contre un autre. Cela ne fait rien pour faire avancer l'anti-impérialisme et encore moins les luttes des travailleurs et des opprimés dans n'importe quel État. Notre orientation politique ne devrait pas être guidée par un choix à somme nulle entre unipolarité et multipolarité. Dans chaque situation, nous devons nous ranger du côté des exploités et des opprimés et de leur lutte pour la libération, et non de leurs exploiters et oppresseurs.

Notre solidarité ne doit pas être avec l'un ou l'autre camp d'États capitalistes, mais avec les travailleurs et les opprimés.

Ceux de la gauche qui imitent l'appel de la Russie, de la Chine et de l'Iran à un ordre multipolaire s'alignent avec des États capitalistes, leurs classes dirigeantes et des régimes autoritaires, trahissant la solidarité avec les luttes des classes populaires en leur sein. Se ranger du côté de ces luttes n'implique pas et ne devrait pas impliquer un soutien à l'impérialisme américain et à ses alliés. Notre solidarité ne doit pas être avec l'un ou l'autre camp d'États capitalistes, mais avec les travailleurs et les opprimés. Bien sûr, chaque camp d'États essaiera de tourner ces luttes à son avantage. Mais ce danger ne peut pas devenir un alibi pour refuser la solidarité avec les luttes légitimes pour l'émancipation.

Si l'internationalisme — la marque distinctive de la gauche — doit signifier quelque chose aujourd'hui, il doit impliquer le soutien des classes populaires dans tous les pays comme un devoir absolu, quel que soit le camp dans lequel elles se trouvent. De telles luttes sont le seul

moyen de défier et de remplacer les politiques répressives et autoritaires. C'est vrai aux États-Unis comme en Chine ou dans tout autre pays.

Nous devons nous opposer à toute calomnie cynique des régimes qui qualifient les protestations légitimes de résultat d'une ingérence étrangère ou de défi à leur souveraineté. C'est la politique du nationalisme de droite, pas de l'internationalisme socialiste.

Contre l'impérialisme et le sous-impérialisme, pour l'émancipation par le bas

Une telle approche est essentielle, en particulier avec la reconfiguration du pouvoir régional au Moyen-Orient et le retour de Trump au pouvoir aux États-Unis. L'Iran et son Axe ont subi un revers dramatique. Les États-Unis, Israël et leurs alliés sont désormais enhardis. La position de l'Iran dans les futures négociations avec Trump est affaiblie, et son économie continue de se détériorer sous les sanctions et sa propre crise capitaliste.

Face à ce problème, Téhéran reconsidérera probablement sa stratégie régionale. Il pourrait conclure que sa meilleure option pourrait être d'acquérir des armes nucléaires pour renforcer sa capacité de dissuasion et améliorer sa position dans les futures négociations avec les États-Unis.

La gauche, en particulier aux États-Unis et en Europe, doit s'opposer à toute nouvelle belligérance d'Israël et des États-Unis contre l'Iran ou toute autre puissance régionale. Nous devons également nous opposer à leur guerre économique contre l'Iran par le biais de sanctions, qui affectent de manière disproportionnée les classes ouvrières du pays. Personne à gauche ne devrait soutenir l'État américain et ses alliés occidentaux ; ils restent le plus grand opposant au changement social progressiste dans le monde.

Cependant, nous ne devrions pas tomber dans la politique de « l'ennemi de mon ennemi est mon ami » et soutenir le principal rival impérial de Washington, la Chine, ni des ennemis moindres comme la Russie. Ce ne sont pas moins des États impérialistes prédateurs et avides, comme l'atteste le bilan de Pékin au Xinjiang et à Hong Kong, tout comme celui de Moscou, tout aussi brutal, en Syrie et en Ukraine. Personne à gauche ne devrait non plus soutenir le régime autoritaire, néolibéral et patriarcal iranien et ses politiques réactionnaires et répressives contre son propre peuple et ceux d'autres pays comme la Syrie.

La République islamique d'Iran est un ennemi des classes ouvrières en Iran et dans la région et ne se bat pas pour l'émancipation de leur peuple. Il en va de même pour les alliés de l'Iran comme le Hezbollah dans la région, qui ont tous joué un rôle contre-révolutionnaire dans leurs pays respectifs.

Et, comme le prouve leur bilan pendant la guerre génocidaire d'Israël à Gaza, ni l'Iran ni aucune autre force du soi-disant « Axe de Résistance » n'ont véritablement rallié pour lutter pour la libération de la Palestine. L'Iran en particulier n'a utilisé la cause palestinienne qu'opportunistement comme levier pour atteindre ses objectifs plus larges dans la région.

Dans la situation actuelle, il est probable qu'à court terme, l'impérialisme américain bénéficiera de l'affaiblissement de l'Iran et de son réseau régional. En même temps, la crise du capitalisme dans la région reste non résolue, les inégalités continuent de croître, et avec

elles, les griefs parmi les travailleurs et les opprimés s'accumulent jour après jour. Tout cela continuera à produire des luttes explosives comme cela a été le cas au cours de la dernière décennie et demie. Donc, alors que nous nous opposons aux impérialismes américain et autres et aux puissances régionales, notre solidarité doit être avec les luttes populaires qui élargissent l'espace démocratique pour que les classes populaires s'auto-organisent et constituent un contre-pouvoir à leurs propres classes dirigeantes et à leurs sponsors impériaux.

Quelle voie pour la libération palestinienne ?

Seule une telle stratégie a une chance de transformer l'ordre existant de la région de manière progressive et démocratique. C'est aussi la pierre angulaire d'une stratégie alternative pour la libération palestinienne face à celle, échouée, qui reposait sur l'Axe iranien.

Comme l'a prouvé la dernière année, Israël dépend non seulement des États-Unis, son sponsor impérial, pour défendre sa domination coloniale, mais aussi de tous les États environnants. Ceux-ci ont tous soit normalisé leurs relations avec Israël, conclu des accords de facto de reconnaissance mutuelle, ou offert au mieux une opposition intéressée, incohérente et peu fiable.

De plus, les rivaux de Washington, la Chine et la Russie, se sont révélés peu fiables. Ils investissent en Israël, n'offrent que des critiques symboliques et sont d'accord avec la solution à deux États proposée mais jamais mise en œuvre par l'impérialisme américain, une fausse solution qui, si elle était un jour adoptée, ratifierait au mieux la conquête et l'apartheid israéliens. Par conséquent, les Palestiniens ne peuvent compter sur aucun des États régionaux ni sur aucune puissance impérialiste comme alliés fiables dans leur lutte de libération.

Mais les Palestiniens seuls ne peuvent pas gagner la libération. Israël est une puissance économique et militaire majeure bien supérieure aux Palestiniens. Et, contrairement à l'Afrique du Sud de l'apartheid, qui dépendait et exploitait les travailleurs noirs, Israël ne s'appuie pas sur la main-d'œuvre palestinienne. Elle ne joue pas un rôle clé dans son processus d'accumulation de capital.

En fait, l'objectif historique d'Israël en tant que projet colonial de peuplement a été de remplacer la main-d'œuvre palestinienne par une main-d'œuvre juive. Par conséquent, les travailleurs palestiniens seuls n'ont pas le pouvoir de renverser le régime d'apartheid comme l'ont fait les travailleurs noirs sud-africains.

Alors, qui sont les alliés naturels et fiables des Palestiniens dans la lutte pour la libération ? Les classes populaires de la région. Étant donné leur propre histoire de domination coloniale, l'écrasante majorité s'identifie à la lutte des Palestiniens. De plus, le nettoyage ethnique de la Palestine par Israël a poussé son peuple dans tous les États environnants en tant que réfugiés, cimentant les liens entre les peuples de la région. Enfin, les masses au Moyen-Orient et en Afrique du Nord s'opposent soit à la collaboration de leurs propres gouvernements avec Israël, soit à leur fausse résistance.

Ainsi, les classes populaires de la région sont collectivement opprimées par le système étatique, leurs intérêts à défier ce système sont liés, et elles possèdent un pouvoir énorme pour paralyser leurs économies y compris l'industrie pétrolière – un pouvoir qui peut miner l'économie mondiale entière. Ces faits favorisent la solidarité régionale par le bas basée sur

un pouvoir énorme capable de gagner la libération collective contre le système étatique régional. C'est plus qu'un simple potentiel.

Lorsque les Palestiniens résistent, leur combat a déclenché des luttes régionales, et ces luttes ont nourri celle dans la Palestine occupée.

Au cours du siècle dernier, la relation dialectique entre la libération palestinienne et la lutte populaire régionale a été démontrée à plusieurs reprises. Lorsque les Palestiniens résistent, leur combat a déclenché des luttes régionales, et ces luttes ont nourri celle dans la Palestine occupée. Le pouvoir et le potentiel de cette stratégie régionale ont été démontrés à plusieurs occasions. Dans les années 1960 et 1970, le mouvement palestinien a déclenché une montée de la lutte des classes dans toute la région. En 2000, la Seconde Intifada a inauguré une nouvelle ère de résistance, inspirant une vague d'organisation qui a finalement explosé en 2011 avec des révolutions de la Tunisie à l'Égypte en passant par la Syrie.

De même, inspirés par ces soulèvements révolutionnaires quelques mois plus tard, des dizaines de milliers de réfugiés ont organisé des manifestations en mai 2011 aux points les plus proches des frontières de la Palestine au Liban, en Syrie, en Jordanie, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza pour commémorer la Nakba et exiger le droit au retour. Des centaines de réfugiés palestiniens résidant en Syrie ont pu pénétrer les barrières du plateau du Golan et entrer en Palestine, agitant des drapeaux palestiniens et les clés de leurs maisons palestiniennes. Comme on pouvait s'y attendre, les forces israéliennes ont réprimé violemment ces manifestations, tuant dix personnes près de la frontière syrienne, dix autres dans le sud du Liban et une à Gaza.

À l'été 2019, les Palestiniens du Liban ont organisé des manifestations massives pendant des semaines dans les camps de réfugiés contre la décision du ministère du Travail de les traiter comme des étrangers, un acte qu'ils considéraient comme une forme de discrimination et de racisme à leur encontre. Leur résistance a contribué à inspirer le soulèvement libanais plus large d'octobre 2019.

Cette histoire démontre le potentiel d'une stratégie révolutionnaire régionale. La révolte unie a le pouvoir de transformer l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, en renversant les régimes, en expulsant les puissances impérialistes et en mettant fin au soutien de ces forces à l'État d'Israël, l'affaiblissant dans le processus. Le ministre d'extrême droite Avigdor Lieberman a reconnu le danger que les soulèvements populaires régionaux représentaient pour Israël en 2011 lorsqu'il a déclaré que la révolution égyptienne qui a renversé Hosni Moubarak et ouvert la porte à une période d'ouverture démocratique dans le pays était une plus grande menace pour Israël que l'Iran.

Cette stratégie révolutionnaire régionale doit être complétée dans les métropoles capitalistes par la solidarité de la classe ouvrière contre leurs dirigeants impérialistes. Ce n'est pas un acte de charité mais dans l'intérêt de ces classes, dont les dollars d'impôts sont détournés des programmes sociaux et économiques désespérément nécessaires vers le soutien à Israël et dont les vies sont régulièrement gaspillées dans des guerres impériales et des interventions pour soutenir Israël et l'ordre étatique existant de la région.

Mais une telle solidarité ne se produira pas automatiquement ; la gauche doit la cultiver politiquement et agiter pour elle dans la pratique. La tâche la plus importante de la gauche est de gagner les syndicats, les groupes progressistes et les mouvements à soutenir la campagne

pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions contre Israël pour mettre fin au soutien impérialiste politique, économique et militaire à Tel-Aviv. Une telle lutte anti-impérialiste et solidarité peut affaiblir les puissances impérialistes, Israël et tous les autres régimes despotiques de la région, ouvrant l'espace pour une résistance populaire massive par le bas.

Cette stratégie révolutionnaire régionale et internationale est l'alternative à la dépendance vis-à-vis du soi-disant Axe de Résistance de l'Iran. Cela a échoué. Maintenant, nous devons construire un véritable axe de résistance par le bas : les classes populaires en Palestine et dans la région soutenues par la solidarité anti-impérialiste dans tous les États de grandes puissances, enracinée dans les luttes populaires des travailleurs contre leurs classes dirigeantes. C'est seulement par une telle stratégie que nous pouvons construire le contre-pouvoir pour libérer la Palestine, la région et notre monde des griffes de l'impérialisme et du système capitaliste mondial qui le sous-tend.

Joseph Daher

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.